

Commission des interventions Séance du 18 novembre 2021

Décision CDI n° 2021-55

Plan Ecophyto II+ Soutien financier pour la mise en œuvre du dispositif national DEPHY EXPE – Projets d’expérimentation

Assemblée permanente des chambres d’agriculture

La Commission des interventions de l’Office français de la biodiversité,

- ▶ **Vu** le code de l’environnement, et notamment ses articles L.131-8 à L.131-16, relatifs à l’Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l’environnement, et notamment son article L. 131-15 relatif au plan national d’action mentionné à l’article L.253-6 du code rural et de la pêche maritime ;
- ▶ **Vu** le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L.253-6 relatif au plan national d’action Ecophyto ;
- ▶ **Vu** le code de l’environnement, et notamment ses articles R.131-28 à R.131-28-10, relatifs au Conseil d’administration de l’Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l’environnement, et notamment son article R.131-30, relatif aux compétences du directeur général de l’Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le décret en date du 30 décembre 2019 nommant Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l’établissement ;
- ▶ **Vu** la délibération n° 2020-02 du conseil d’administration de l’OFB du 3 mars 2020 portant constitution de la commission spécialisée « Commission des interventions » ;
- ▶ **Vu** la délibération n° 2020-39 du conseil d’administration de l’OFB du 26 novembre 2020 portant prorogation du Programme d’intervention de l’Agence française pour la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le rapport du directeur général de l’Office ;

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

La Commission des interventions approuve la proposition d'aide financière pour la mise en œuvre du dispositif national DEPHY EXPE – Projets d'expérimentation, dans le cadre du plan Ecophyto II+.


ARTICLE 2 :

La Commission des interventions fixe le montant plafond de l'aide financière de l'OFB au projet mentionné à l'article 1 à hauteur de 3 356 008,18 € nets de taxe, représentant 56,32 % du montant total des dépenses du projet.

ARTICLE 3 :

Le directeur général est autorisé à mettre définitivement au point les termes de la convention avec l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, et à procéder à sa signature.

Le Directeur général délégué aux ressources, chargé
du secrétariat de la Commission des interventions,



Denis CHARISSOUX

La Présidente
de la Commission des interventions,



Sandrine ROCARD